

2 Politique

PDG/Après la première sortie du rassemblement « Héritage et modernité»

Antagonismes larvés, désormais au grand jour !

Jonas OSSOMBEY
Libreville/Gabon

La
levée
de
bou
cliers
de
cer
tains

Parlementaires PDG, samedi dernier, à la Chambre de Commerce, est venue crever l'abcès d'une rancœur en gestation consécutive à la rupture prônée avec l'arrivée d'Ali Bongo Ondimba au pouvoir en octobre 2009. A l'aune de l'ambition déclinante des uns s'oppose désormais l'émergence d'une nouvelle classe d'acteurs.



Une vue des frondeurs.



Militants et cadres venus à leur invitation.

LES rivalités intestines au sein du Parti démocratique gabonais (PDG) ont fini par éclater au grand jour. La sortie d'un groupe de Parlementaires PDG et d'anciens ministres a été le détonateur des lignes de contestation de la gouvernance politique en vigueur depuis l'accession au pouvoir d'Ali Bongo Ondimba, en octobre 2009. Opposant ainsi ceux qui passent pour des tenants de l'ancien ordre et la nouvelle classe de dirigeants. Ces derniers ont été d'ailleurs traités « d'habiles profito-situationnistes ». Ce choc d'antagonismes traduit à lui seul un certain nombre de situations.

Ceux ayant déclenché les hostilités mettent en avant leur volonté de sauver le parti au pouvoir. Une raison qui, pour beaucoup, ne serait que l'arbre qui cache la forêt. Les véritables motivations étant ailleurs. La guerre de positionnement, la perte des privilèges, la mort de la baronnie, les frustrations et autres, auraient été à l'origine de la naissance d'un clan des partisans du statu-quo ante, les héritiers. Des nouveaux laissés pour compte ne pouvant plus faire partie d'un appareil de l'Etat dont les agrégats ne correspondent plus au fonctionnement d'avant 2009.

En ce sens, cette situation a entraîné l'avènement d'une catégorie de personnalités, longtemps restées sous le contrôle des anciens. Jeunes, pour la plupart, ils occupent les postes laissés vacants. Un

schisme qui, tout naturellement, n'a jamais été du goût de ces «hommes forts» mis sur la touche. Il était clair qu'il fallait faire avec tout le monde, vieux comme jeunes, chacun à sa place. Même si certains ont été jugés à l'aune de leur adaptation à la nouvelle norme, sans obtenir les résultats escomptés. Donnant l'impression d'alourdir une machine qui avait besoin d'une cure de jouvence. Pour eux, il ne devrait pas être question de bouger les lignes et de favoriser l'avènement de nouvelles personnes aux côtés du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Le jeu de chaises musicales n'étant pas à leur profit, nombreux se sont brisés.

D'aucuns estiment que l'attitude de samedi vient s'imbriquer à un contexte évolutif dont les principaux perdants ont clairement posé leur problème, même si par ailleurs, ils mettent en exergue certains dysfonctionnements notables au sein de l'appareil partisan. Les

griefs mis sur la table font dire, entre autres, que l'œuvre gouvernementale soumise à la critique par ces parlementaires tranche avec une expérience aux affaires qui ne n'est loin de plaider en leur faveur.

Ce qui sonne comme un des derniers actes de survie politique, pourrait être vu en réalité comme un appel de pieds de ceux qui, tout en proclamant leur adhésion à la politique d'Ali Bongo Ondimba, sont pris dans un jeu à double tranchant. A s'interroger sur les reproches portés par Alexandre Barro Chambrier, Michel Menga M'Essone, Serge Maurice Mabilia et certains autres anciens ministres, des observateurs les disqualifient en ce qu'ils n'ont pas souvent été à la hauteur d'un exercice gouvernemental, plutôt mitigé. Beaucoup s'étonnent parmi les pédégistes de cette sortie durant laquelle les frondeurs réclament la démocratie au sein du parti et un congrès extraordinaire du PDG. Ayant bénéficié de certains passe-droits, c'est en héritiers d'un ordre passé qu'ils ont décidé d'agir au péril d'une situation qui n'est pas à leur avantage. Sauf à vouloir tenir compte d'une légitimité que seuls le PDG et sa machine leur confèrent pour s'arroger un rôle, que certains qualifient de factice. Sur tout qu'ils sont les belligérants d'une guerre dont l'issue ne présage de rien.

Un effet des congrès de 2010 et 2013 ?

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon

LA sortie, samedi dernier, à la Chambre de Commerce de Libreville, d'une frange d'élus et autres cadres du Parti démocratique gabonais (PDG), ayant créé ce qu'ils ont appelé "Héritage et Modernité", fait encore l'actualité. Tant l'initiative a dû surprendre bien des Gabonais et nombre d'observateurs de la vie politique de notre pays. Jamais dans l'histoire du parti au pouvoir, une telle démarche n'a été entreprise.

Celle prise par les Alexandre Barro Chambrier, Michel Menga, Michel Mboumi Mouele et leurs collègues parlementaires ainsi que d'autres responsables de la haute administration est de nature à préoccuper tout le monde aussi bien au sein du PDG, qu'au niveau de ses alliés de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence. Voire dans l'opposition qui entend sans doute exploiter à fond cette initiative inédite.

Toutefois, les observateurs les plus avisés reconnaîtront que le parti

laissé par feu Omar Bongo Ondimba n'est plus le même depuis le congrès extraordinaire de mars 2010. En fait, cette formation politique ne s'est pas bien remise de cette épreuve. Surtout au niveau des mesures adoptées aussi bien par rapport au choix des hommes devant animer désormais le parti que par rapport à son mode de fonctionnement. Au sortir de ce rendez-vous, il y avait déjà des grincements de dents.

Alors que la hiérarchie du parti s'attelait encore à tenter de soigner les blessures et autres frustrations issues de ces retrouvailles de mars 2010, le 10^e congrès ordinaire, tenu lui, en avril 2013 a vraisemblablement contribué à renforcer le malaise. Certains ayant bénéficié de la confiance des plus hautes instances du parti pour organiser ces assises, en ont profité pour faire le ménage parfois dans la seule volonté de régler des comptes et renforcer leur positionnement personnel vis-à-vis de la hiérarchie. C'est ainsi que l'on a vu d'éminents membres des instances dirigeantes (Comité permanent du bureau politique, bureau politique, conseil national, comité central) être

évincés au profit de nouveaux "camarades" dont certains avaient même combattu le PDG par le passé. Et cette pratique a été observée presque dans toutes les fédérations.

Les frustrations sont essentiellement parties de ces deux congrès. Malheureusement, certains parmi les nouveaux promus n'ont pas pris la mesure de leurs responsabilités et se sont mis à renforcer les frustrations en procédant par division au lieu de rassembler ; user d'arrogance et d'humiliation au lieu d'humilité, de hauteur d'esprit, etc.

Aujourd'hui, on a du mal à définir clairement quelle est la ligne politique du PDG. Les réformes apportées ont été mal expliquées donc mal comprises par la base. Et, la mobilisation constatée lors de la célébration du 47^e anniversaire du parti semble avoir été le fruit des calculs politiques.

Il s'agit maintenant de savoir comment sortir de cette "presque crise" étouffée jusqu'à samedi dernier, pour mieux envisager l'avenir. D'aucuns prônent un débat contradictoire interne sans tabou. Et c'est déjà là une excellente piste.

Editorial

Cessez-le-feu !

Lin-Joël NDEMBET

Libreville / Gabon

LE spectacle que les cadres du Parti démocratique gabonais, parti au pouvoir, offrent, ne surprend guère. Depuis que certains hiérarques et membres influents formulaient réserves et critiques sur le fonctionnement du parti, depuis que des barons étaient accusés, à tort ou à raison, de collusion avec l'ennemi, depuis que des députés de la majorité entretenaient, à l'Assemblée nationale une guérilla contre le gouvernement, depuis que des critiques véhémentes n'épargnaient pas l'entourage du président de la République, accusé de tous les péchés d'Israël, depuis que des cadres débarqués du gouvernement et d'autres postes de responsabilité au sein de la strate administrative et politique ne se cachaient plus pour brandir des menaces, depuis que des membres du Comité permanent s'affrontaient sur la place publique, depuis que des hauts cadres s'organisaient au sein d'associations (Renaissance, Mogabo, etc, tout le monde était convaincu que l'édifice de la Maison PDG se fissurait au point de menacer son effondrement si la hiérarchie ne réagissait pas avec célérité pour arrêter la chienlit. Et éviter qu'un jour, on en vienne à des affrontements dommageables pour le pays.

Et c'est tout indiqué avec la sortie, du nouveau courant « Héritage et Modernité », appelant avec fracas, à une sorte d'aggiornamento, lors d'un congrès extraordinaire dit de « clarification ». Une question se pose cependant au sein du PDG, du moins par ceux qui ne partagent pas cet idéal « d'affrontement » ou de rupture, pour savoir si le modus operandi est acceptable. Assurément non. Car, dans un parti politique aussi vieux que le PDG, les règles de fonctionnement sont clairement énoncées, il s'en suit, à l'évidence, que cette prise de position ne correspond nullement à ses pratiques, et qui en ont fait le plus important du pays. Ses victoires dans les différentes joutes électorales – depuis l'ère démocratique -, en sont la preuve. De même que la cohésion qui a toujours régné, même au plus fort des crises et tempêtes qui ont jalonné son histoire. Autre élément opposable à la sortie de « Héritage et Modernité », c'est la légèreté du discours ou plutôt son incohérence. Comment peut-on comprendre, en effet, qu'en même temps ses animateurs jurent fidélité au distingué président Ali Bongo Ondimba et s'en prennent aux autres associations qui l'ont fait avant eux ? Comment comprendre également un tel acharnement, une telle violence pour clouer au pilori des camarades qui ont choisi certes d'autres voies mais dont la finalité reste la même que la leur ?

Si l'on peut condamner la démarche, est-ce pour autant que les récriminations formulées par ce groupe de « frondeurs » sont non fondées ? A l'évidence on serait tenté de croire que de nombreuses critiques trouvent leur pertinence : beaucoup veulent que le parti fonctionne comme par le passé, ils ne voient son présent et son avenir qu'à travers le seul prisme du conservatisme morbide. Le conflit de générations que le président Ali Bongo Ondimba avait pourtant su canaliser et apaiser avant et après le dernier congrès du PDG, y est sans doute pour quelque chose. Il a été remis au goût du jour, parfois publiquement, au point de heurter la sensibilité et l'égo de bon nombre d'apparatchics et leurs « héritiers ». Il y a, sans doute aussi, la perte de privilèges marquée, notamment, par celle de leur influence politique qui pourrait avoir amené certains autres hauts cadres, dirigeants et dignitaires non présents à tirer les ficelles dans l'ombre. Si au moins le conflit générationnel avait débouché sur l'émergence d'une nouvelle élite à qui on reprocherait peu de choses, il n'y aurait sans doute pas autant de pataquès. Or, de nombreuses critiques sont formulées ici et là en direction de cette nouvelle élite politique et administrative dont les comportements heurtent parfois la sensibilité de beaucoup de leurs camarades. Toute chose qui a fini par créer une forme d'opposition interne contre les turpitudes et agissements malveillants de ceux-là, parmi lesquels des acteurs en quête de reconnaissance.

Maintenant que l'abcès a été crevé, peut-il y avoir une position de principe commune pour sauver l'essentiel, c'est-à-dire, la dynamique unitaire, ce d'autant plus qu'on s'achemine vers des échéances cruciales ? Si les uns et les autres ne s'accordent pas sur au moins une chose, sauver le parti et soutenir son président, il apparaît vraisemblablement qu'aucun des groupes ne sortira vainqueur de cette bataille de chiffonniers, et de cette guerre d'égo sur fond de lucre et de positionnement politique. Aujourd'hui, le parti du président Ali Bongo a besoin d'unité face à une adversité de plus en plus multiforme, plutôt qu'une foire d'empoigne finalement sans lendemain.

Dans une formation, qui a toujours vu des courants s'affronter pour l'émergence d'une politique à même de répondre aux attentes des populations, la confrontation des idées est nécessaire. C'est cela le dialogue cher au PDG. Ceux qui ont été raillés y sont favorables, tous les acteurs sans exclusif qui se sont exprimés de manière tonitruante ne le sont pas moins. Mais, celle-ci ne doit pas se faire au détriment des intérêts de la formation dans laquelle ils militent tous, et qui aura permis la maturation des acteurs politiques présents samedi dernier sur la scène. Il est encore temps de réviser la copie ainsi que les pratiques à l'origine des divergences de vues, sinon, d'approches - cela s'adresse à tous les camps - de sorte que les seuls vainqueurs revendiqués par tous soient le PDG et le président Ali Bongo Ondimba. Alors, cessez-le feu !